

Je vais maintenant parler du passage de la production des articles non essentiels à celle des articles essentiels, sujet qui a été fréquemment traité. Ce passage n'a réellement pas été effectué. A cause de la rareté de certaines matières premières ou pour d'autres raisons nous avons apporté certains changements qui sautent aux yeux; nous avons par exemple, par décrets du conseil, fait cesser la production de certains articles et pris d'autres mesures de ce genre.

Avons-nous, toutefois, considéré l'ensemble du Canada, et décidé que telle industrie non essentielle devait être supprimée et que telle industrie essentielle devait être maintenue? Point n'est besoin d'assujettir l'industrie à un régime de police ou d'imiter Hitler dans ce domaine, attendu que nos concitoyens tiennent à faire leur devoir. Ils veulent agir comme ils doivent le faire, et ils attendent des conseils et des directives de ceux d'entre nous qui occupent les postes de commande, afin de savoir ce qu'ils doivent faire. Croyez-m'en ou non, monsieur l'Orateur, le peuple canadien a l'impression que vous et moi et les autres membres de la Chambre des communes sommes au courant des affaires du Canada. Ils ont l'impression que nous nous rendons compte de la gravité de la situation militaire actuelle, et quand le Gouvernement lance une ordonnance le peuple y attache beaucoup d'importance, et tient à l'observer. Voilà pourquoi je dis que sans agir comme Hitler le ferait nous devrions faire savoir à notre population que nous voulons qu'elle produise ceci et non pas cela; donnons-lui des directives et nous pourrions ainsi, j'en suis sûr, amplifier tous nos principaux programmes de production.

Je persiste à croire que les hommes et les femmes de nos forces armées qui se trouvent au pays même, sur mer et en dehors du pays pourraient être appuyés encore davantage. Ce budget ne renferme guère de proposition indiquant notre détermination de les appuyer dans toute la mesure de nos ressources, dans tous les domaines où peut s'exercer un effort de guerre total.

La revue de la situation économique que nous trouvons dans l'exposé budgétaire est tellement éloignée de ce que nous trouvions au temps de Fielding, de White, de Dunning ou de Bennett que nous nous demandons si nous ne vivons pas dans une autre ère. J'espère que mes critiques contre le budget seront d'ordre pratique, puisque je les veux ainsi; je cherche à y introduire un élément humain et à l'examiner du point de vue de l'activité de chaque citoyen canadien; mais, en dernière analyse, il se résume à une question de finance et de production. Même si ce budget ne

rappelle pas l'époque d'un Fielding, je ne puis m'empêcher de croire que la population canadienne devra revenir à quelques-uns des principes fondamentaux d'économie et de prévoyance qui nous ont permis d'accomplir les progrès que nous avons connus autrefois. La fabrication des engins de destruction, qui a remplacé celle des biens de consommation, a pris une ampleur inconcevable et va continuer à se développer, et le problème du financement de cette production de guerre nous impose des charges et des responsabilités de plus en plus grandes. La chose est vraie également en ce qui concerne l'embauchage et le revenu. Et si le revenu n'y échappe pas, il en est alors de même pour les restrictions portant sur les achats individuels.

Au cours des quatre dernières années, notre revenu fédéral est passé de 500 millions de dollars à un milliard et demi, et cette année, il dépassera de beaucoup les deux milliards. Notre devoir est tout indiqué en ce qui concerne les dépenses ordinaires. J'avais espéré que les dépenses ordinaires eussent été inférieures à 500 millions, mais je constate qu'elles sont de 610 millions.

Au chapitre des revenus et des dépenses ordinaires, je me demande de quel droit le Gouvernement tente d'immobiliser les entreprises normales aux niveaux de 1936-1939 et d'adopter nombre de décrets en vue d'étayer l'économie de la production ordinaire, surtout des industries secondaires, au niveau de 1940, en ce qui concerne les prix et la quantité, sans vouloir s'efforcer de faire de même dans le domaine des dépenses du Gouvernement. Le sujet a sans doute été suffisamment débattu cet après-midi, mais je m'occuperai plus tard de cet aspect du problème. Notre économie de guerre exige un vaste examen portant sur l'accélération de notre effort de guerre, afin que le revenu national puisse supporter les frais de la guerre et nous permettre de plus en plus d'acquitter ces derniers au fur et à mesure.

Le Canada a le capital humain suffisant pourvu qu'il l'utilise pleinement. Il a tout ce qui est nécessaire: capital humain, bonne volonté et enthousiasme. Mais il n'a pas de programme d'utilisation des ressources en hommes, et il manque de directives énergiques. Lui font défaut également l'égalité de sacrifice et l'esprit qu'il faudrait pour animer ses projets. Avant qu'il puisse prétendre à un effort de guerre total, le Canada a besoin de trouver les renforts qu'il lui faut, les hommes bien formés qui maintiendront fermes le moral et le courage de ses braves aviateurs qui survolent l'Europe, de ses soldats qui forment, au Royaume-Uni, l'avant-garde des armées, de ses marins qui risquent leur